

Faire la ville sans les gens ? Pour une refonte des politiques de participation à Bruxelles

La carte blanche, Le Soir du 26/06/2018

La « participation citoyenne en Région Bruxelloise ne fonctionne pas assez bien. Il faut penser les projets urbanistiques avec les citoyens. Dès les premiers instants.

Dans la foulée du nouveau Code Bruxellois d'Aménagement du Territoire (CoBAT), dix Plans d'aménagement directeurs (PAD) ont fait l'objet de séances d'information-consultation organisées tambour battant sur une période de ... six jours ouvrables. Elles doivent être suivies par des enquêtes publiques et des commissions de concertation.

Ce cadre de "participation" proposé par le gouvernement bruxellois est vague et ressemble surtout à une campagne de communication.

Parler de "participation" supposerait que le public soit informé sur son réel pouvoir de décision et qu'il ait l'opportunité de peser sur la prise de décision. Avec la réforme du CoBAT, le Gouvernement bruxellois se félicitait du fait que de grands projets "attractifs" puissent être mis sur pied de façon plus efficace via des organismes d'intérêt public (OIP) comme Perspective, qui le conseille en matière de développement territorial ou via la Société d'Aménagement Urbain (SAU) qui achète des biens, sélectionne des projets et encadre la maîtrise d'ouvrage. Mais, aux yeux de qui ces projets sont-ils « attractifs » ? A quels besoins répondent-ils ?

En mars 2017, Rudy Vervoort, Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, déclarait que les réformes en projet ont pour objectif de « répondre aux attentes du secteur immobilier qui éprouve de grandes difficultés à développer des projets importants vu la longueur et la complexité des procédures urbanistiques et environnementales ».

Les nombreuses modifications réglementaires et les pratiques mises en œuvre ces dernières années par le Gouvernement bruxellois confirment une focalisation sur les « projets importants » et une concentration du pouvoir en matière d'urbanisme au détriment d'enjeux essentiels pour la vie en ville.

Agissant hors des balises d'un Plan régional de développement durable (PRDD) toujours en rade, la Région se préoccupe plus de répondre à l'ouverture de nouveaux marchés et d'attirer de nouveaux capitaux exogènes que de « répondre aux besoins actuels de la ville », aux nécessités exprimées par ses habitants, ses usagers, et ses associations. Bref, à l'heure qu'il est, la construction de la ville se fait "sans les gens" : entre mandataires publics, investisseurs et techniciens.

Un désir

Prenons l'exemple du PAD Porte de Ninove, alors que la majorité des remarques des habitants concernent la réalisation d'une tour de logements privés démesurée et écrasante, on sait déjà que cet aspect du projet ne pourra pas être remis en question, dès lors que l'accord avec l'investisseur a été conclu depuis bien longtemps. Il en va de même pour le projet de tours de bureaux/logements dénommé Victor au quartier Midi ou encore du PPAS Tour et Taxis.

Nous – signataires de ce texte – voulons être associés à une autre façon de faire la ville, et nous comptons peser sur les décideurs par tous les moyens démocratiques qui nous sont accessibles.

Groupes d'habitants et associations locales soufflent un vent vif et propice au développement humain de la ville. Un souffle qui s'exprime déjà à travers maintes initiatives

et pratiques citoyennes, manifestation du désir de prendre part à la définition et à l'organisation de la ville. Ce n'est qu'en les prenant au sérieux qu'il sera possible de faire en sorte que le développement de la ville soit « juste » et "intégré" ; c'est-à-dire moins suspendu aux flux de capitaux qui nous survolent qu'aux besoins sociaux et écologiques bien ancrés dans les réalités.

Discuter dans les quartiers

Le choix de chaque parti politique bruxellois revient aujourd'hui à savoir s'il sera capable de prendre ce train en marche, ou s'il préfère s'enfermer dans les schémas du passé, niant la démocratie et inversant l'ordre des priorités : le tape-à-l'œil et l'attractivité urbaine avant les urgences sociales, culturelles et environnementales.

Nous demandons au Gouvernement de reprendre le fil de la démocratie urbaine en se dotant d'un projet de ville largement discuté au travers de l'élaboration d'un Plan Régional de Développement Durable répondant point par point et de façon étayée aux critiques fournies par les habitants, les associations et celles de la Commission régionale de développement (CRD). Nous voulons une politique de développement territorial qui soit discutée dans les quartiers et non dans les bureaux des administrations de l'aménagement du territoire et les salons de la promotion immobilière.

Nous voulons une politique où les citoyens sont consultés avant les promoteurs, et associés en amont à l'élaboration des plans régionaux et communaux dans un cadre temporel propre à la démocratie et à la convention d'Aarhus. Nous voulons participer à l'évaluation des politiques publiques. En l'état nous refusons de considérer que les habitants ont été consultés, parce que 20 réunions ont eu lieu sur 10 PAD en l'espace de 6 jours ouvrables. Cette cadence n'est pas digne du débat démocratique.

Signataires :

Associations signataires : ASBL Respire, Ezelstad, Tuiniersforum des jardiniers, Groupe de défense de la zone verte Boondael-Ernotte-Akarova, ACQU, Actrices et acteurs des temps présents, Association Quartier Léopold, BRAL, Bruxelles Nature, Centre de rénovation urbaine (CRU), City Mine(d), CODA (Comité de Défense de l'Altitude Cent), Collectif citoyen du Hoogveld '1082 nuances de ver(t)s, Comité de Haren, Comité du quartier Meunier asbl, Dazibao 1060, Écologies de Bruxelles, EGEB, Groupe d'Action Quartier Européen (GAQ), Haren Observatory, Inter-environnement Bruxelles (IEB), la petite Maison du Peuple, La Rue asbl, Marais Wiels, Parti Indépendantiste des Marolles, Pavé dans les Marolles, Periferia asbl, Petites singularités, Plus tôt te laat (PTTL), QuartierWielsWijk, WeBrussels.

Signataires : Agnès Gillieaux (AQABEF), Alessia Tanas (VUB), Amélia Ribeiro (Collectif ipé), Apolline Vranken, Arnaud Jacobs (ULB), Bart Neys (Parti Referendum), Benedikte Zitouni (USL-B), Bibiane Bolle, Bruno Clerckx (Democratie Belgium), Charles Hinkel, Chloé Deligne (ULB), Claire Scohier (IEB), Clémentine Delahaut, Denys Ryelandt (ACQU), Dominique Nalpas (EGEB), Eve Bonfanti, Guilherme Serodio (WeBrussels/DiEM25), Gwenaël Breës, Hannes Frank (GAQ), Isabelle Marchal, Jacques Morel (Sacopar ASBL), Jean-Baptiste Godinot (Haren Observatory), Jeep Novak (BACK2NATUREbxl), Karin Stevens, Laurent Moulin (Comité de Haren), Liévin Chemin (Radio Panik), Livia Cahn (USL-B), Marcel Dopagne (Demo B), Mathieu Simonson (Dewey ASBL), Mathieu Verhaegen, Michel Bastin (EGEB), Natacha Roussel, Nicolas Prignot (ULB), Noemie Pons-Rotbardt (ULB), Sarah de Heusch, Serge Gutwirth (VUB), Simon De Muynck (Centre d'écologie urbaine asbl, ULB), Sophie Dawance (Collectif ipé), Toha De Brant (BRAL), Verena Lenna (KU Leuven, Commons Josaphat), Vincent Patigny (la pMP), Vuk Paunovic, Xavier Retailleau (Oxy 15, Mon quartier, ma vie), Youssef Ennay,